

Conseil départemental de la Manche
Groupe de la Gauche Sociale et Écologiste (GSE 50)

Séance plénière du 4 avril 2025

BUDGET PRIMITIF 2025 DU BUDGET PRINCIPAL

Karine DUVAL

Présidente du groupe

Conseillère départementale, canton de Cherbourg-en-Cotentin 2

au nom du groupe

Monsieur le Président, cher.e.s Collègues,

Merci pour cette présentation de votre proposition de budget pour l'année 2025. Nous pouvons déjà constater, que la nécessité d'économies, vous oblige à présenter un budget un peu plus en phase avec la réalité de son exécution prévisionnelle. Combien de fois avons-nous dénoncé, par le passé, une sous-estimation des recettes et un gonflement du budget d'investissement facilement équilibré par des emprunts qui n'étaient pas réalisés. De cagnottes en cagnottes, nous avons constitué un bas de laine et avons certainement gardé quelques habitudes de département riche comme nous l'étions depuis plus de 40 ans ! D'ailleurs, la structure socio-économique de la Manche, notre géographie aussi... font que nous sommes parmi ces départements qui résistent le mieux à l'attaque financière, sans précédent, déclenchée par le Gouvernement pour couvrir ses propres errements ! Donc, pour en

revenir à la présentation faite, les droits de mutations semblent, cette fois, plutôt évalués avec justesse et les investissements, se rapprochent du taux réel de réalisation. C'est une bonne chose. Pour autant, cela montre un certain nombre de fragilités. D'abord, cette dépendance des recettes au bon vouloir de l'État est juste une aberration ! Où est, ainsi, notre autonomie comme la Constitution pourtant la prévoit ? Comment imaginer qu'une collectivité dite locale ou territoriale, ne puisse pas puiser ses ressources en lien avec son territoire, en lien avec les politiques qu'elle porte ? N'est-ce pas aux habitants, aux électeurs, de juger si leur contribution est utilisée à bon escient, lorsqu'ils nous choisissent ? Les Institutions politiques de proximité ne sont-elles pas le meilleur allié pour défendre notre modèle démocratique ? Oui, au-delà de cette mise en tutelle financière, de fait, des Département par l'État, c'est une véritable remise en question même des fondements de la décentralisation qui est amorcée. Alors oui, comme vous, il est possible d'être désabusés, je me réfère à votre « colère » de septembre... de se demander, à quoi on sert, comme élus de proximité, s'il nous reste juste à gérer l'argent que l'on veut bien nous donner, pire encore, si nous ne sommes que des distributeurs de prestations. De collectivité territoriale, à établissement public, la frontière devient de plus en plus mince !! D'ailleurs, de cette dépendance aux décisions de l'État, on vient d'en avoir une illustration à la présentation du compte administratif. Dans la préparation budgétaire, vous annoncez un résultat de fin d'exercice 2024 à hauteur de 1,6 M€. En réalité, ce sont 10M€ de recettes supplémentaires sur lesquels nous pourrions compter. Vous l'avez souligné dès ce matin. Quelles seront les

conséquences sur le budget, comment seront fléchées ces nouvelles ressources ?

Quoi qu'il en soit et encore plus avec cette annonce, il ne faut pas se résigner, il reste des marges de manœuvre au-delà même des combats nationaux qu'il va bien falloir mener pour défendre la décentralisation et, surtout, renforcer, au contraire, les pouvoirs locaux. Ces marges doivent permettre de prendre des décisions en fonction de ce que l'on place en priorité. C'est tout l'objet de ce vote. Et, à vous lire, à vous entendre, ces marges se sont complètement effondrées au cours de l'année 2024 après plusieurs exercices largement excédentaires. Ce qui nous pose question, je vous l'avoue. S'il est possible d'évoquer, à juste titre, la conjoncture, le contexte économique et politique, nous pensons qu'il ne faut pas omettre des sujets internes à notre collectivité, une manière de penser la « bonne gestion ». Il faut regarder les choses en face, on n'aime pas vraiment, ici, se réinterroger, évaluer, évoluer... La modération me direz-vous ! Je crois que nous faisons une grave erreur. Des exemples nous le montrent, aujourd'hui, que vous regardez les choses de plus près. Oui, nous devons nous réinterroger à tous les niveaux d'exécution de nos compétences. Si, dans les années 80/90 jusqu'au début des années 2000 nous étions un des départements les plus riches de France, nous avons, depuis, subi bien des déconvenues financières. Et nous ne pouvons continuer d'imaginer nos politiques avec le même faste. Voyons ce qui est essentiel, ce qui est de l'intérêt départemental, en particulier sur notre patrimoine. Voyons surtout comment, d'une manière générale, faire mieux, si ce n'est avec moins, à budget constant.

Nous avons vraiment le sentiment d'un manque d'anticipation de l'échelle de la transformation des enjeux sociétaux en ce premier quart de 21ème siècle. Il nous faut être visionnaires, dans tous les domaines et en particulier dans ceux de l'action sociale, de l'Education, de la préparation aux bouleversements climatiques, à l'adaptation à une société du risque permanent etc. Nous devons acter tous ces changements sociétaux et culturels... Oui, le mur du vieillissement de la population est un défi, oui, les mobilités à l'heure de la transition énergétique sont des défis, oui, la prise en charge, l'éducation, des enfants dans notre société sont des défis, oui, la tentation de l'extrémisme et d'un changement de modèle politique sont des défis... En fait, c'est notre regret le plus profond à la lecture de ce budget, constater, à nouveau, ce manque d'anticipation, constater à nouveau ce manque d'innovation, constater à nouveau ce manque de souffle. Vraiment, n'ayons pas peur de l'évaluation de nos politiques, de nos pratiques, n'ayons pas peur de changer de braquet, n'ayons pas peur des idées qui viennent des autres... Soyons à l'écoute, acceptons les changements culturels, faisons de la Manche, un département modèle, nous qui avons encore cette chance, immense, de disposer de quelques marges financières. Oui, cet après-midi, peut-être en écho à ce que nous disions déjà il y a 4 ans, au moment de débiter ce mandat, nous lançons à nouveau un appel pour que notre collectivité s'adapte et se transforme.

★ ★

★